

PRÉFET DE L'AUDE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Languedoc-Roussillon
Unité territoriale Aude/Pyrénées-Orientales
A2

Affaire suivie par : Michel BLAZIN
Téléphone : 04.68.10.23.41
Télécopie : 04.68.72.53.84.
Courriel : michel.blazin@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTE PREFECTORAL N° 2014024-0009
prescrivant à la Société ONYX Languedoc-Roussillon des actions complémentaires de remise
en état et de surveillance de la décharge d'ordures ménagères réaménagée de « La Cavayère »
située sur le territoire des communes de CARCASSONNE et de PALAJA

Le préfet de l'Aude,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement et ses textes d'application, notamment ses articles L.511-1 et L. 512-17,

VU le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010, modifiant la nomenclature des installations classées,

VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 1986 autorisant la Compagnie Générale d'Entreprises Automobiles (C.G.E.A.) à exploiter une décharge contrôlée d'ordures ménagères sur les territoires des communes de CARCASSONNE et PALAJA au lieu-dit « La Cavayère ».

VU l'arrêté préfectoral n° 98-1708 du 7 juillet 1998 relatif à la fermeture et au réaménagement du site de la décharge contrôlée d'ordures ménagères de « La Cavayère » sur les communes de CARCASSONNE et PALAJA,

VU l'attribution des obligations liées à ce site à la filiale ONYX Languedoc-Roussillon du groupe C.G.E.A.,

VU le procès verbal de récolement en date du 23 octobre 2000 établi par l'inspection des installations classées faisant état de la conformité des travaux de réaménagement et de l'obligation de suivi sur une période minimale de 5 ans en application de l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 7 juillet 1998 susvisé,

VU l'arrêté préfectoral n° 2007-11-1776 en date du 16 juillet 2007 prescrivant à la Société ONYX Languedoc-Roussillon des actions complémentaires de remise en état et de surveillance de la décharge d'ordures ménagères réaménagée de « La Cavayère » située sur le territoire des communes de CARCASSONNE et de PALAJA.

VU le rapport quinquennal en date du mois de juin 2013 de la société ONYX Languedoc-Roussillon dressant le bilan de suivi pour la période 2008-2012.

VU le rapport de l'Inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement en date du 6 novembre 2013

VU l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 23 janvier 2014.

CONSIDERANT les éléments figurant dans le rapport de la Société ONYX Languedoc-Roussillon relatif au suivi quinquennal pour la période 2008-2012 permettant de qualifier la qualité et la quantité des effluents produits.

CONSIDERANT que le milieu naturel receveur direct ne présente pas de sensibilité particulière (ruisseau temporaire des Combarelles prenant source au pied de la décharge).

CONSIDERANT que le milieu naturel receveur final constitué par le fleuve Aude, présente une sensibilité particulière, ne subit qu'une influence négligeable de part ces fuites, en raisons d'une part, des faibles flux pouvant être apportés comparativement au débit de l'Aude, d'autre part, des dilutions survenant au cours du cheminement aboutissant au fleuve Aude.

CONSIDERANT que le programme de surveillance mérite d'être poursuivi afin de s'assurer de l'absence d'impact notable pour l'environnement des eaux issues de l'ancienne décharge.

CONSIDERANT qu'un programme de surveillance complémentaire s'avère nécessaire pour s'assurer de l'absence d'impact notable pour l'environnement des eaux issues de la décharge.

CONSIDERANT qu'il y a lieu de préciser et de fixer ce programme de surveillance par des prescriptions complémentaires dans le but de protéger les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement en application de l'article R 512-31 du Code de l'Environnement – Partie Réglementaire – Livre V.

Le demandeur entendu,

SUR proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Aude.

ARRETE

ARTICLE 1 :

La Société ONYX Languedoc-Roussillon dont le siège social est situé 11 Rue Saint Exupéry 34130 MAUGUIO doit poursuivre un programme de surveillance complémentaire de la décharge réaménagée de « La Cavayère » située sur les communes de CARCASSONNE et PALAJA au cours des 5 années suivant la notification du présent arrêté.

Ce programme de surveillance doit notamment comprendre :

Annuellement :

- un suivi géotechnique du site permettant d'assurer la stabilité des talus et le profil nécessaire à la bonne gestion des eaux pluviales ;
- un contrôle de l'état des sédiments du milieu récepteur direct par le biais d'un prélèvement effectué à environ 50 m à l'aval du point de rejet du drain collecteur des fuites des digues des bassins de collecte des lixiviats ; l'analyse doit porter a minima sur les paramètres métaux totaux, fer total ; un point zéro servant de comparatif doit être effectué sur un prélèvement de sédiment réalisé sur un affluent du ruisseau des Combarelles non affecté par la décharge.

Semestriellement :

- une recherche et résorption d'éventuelles fuites de lixiviats non drainées, au droit du talus ouest de fermeture de la décharge et des digues des bassins de collecte des lixiviats ;
- l'entretien du système de collecte des lixiviats et des eaux pluviales (fossés, bassins, déversoir du bassin des eaux pluviales) ;

Trimestriellement :

- un contrôle du rejet des eaux drainées en pied de digue des bassins de collecte des lixiviats portant à minima sur les paramètres DCO, DBO, NTK, fer total ;

En cas de dépassement significatif des valeurs ci-après, une mesure complémentaire de contrôle est réalisée dans les meilleurs délais, ces informations sont portées à la connaissance de l'inspection des installations classées.

En continu,

- une mesure du débit de rejet des eaux drainées en pied de digue des bassins de collecte des lixiviats.
- Cette mesure fait l'objet d'un enregistrement à distance tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le rejet des eaux drainées en pied de digue des bassins de collecte des lixiviats doit respecter les valeurs limites suivantes :

- DCO < 300 mg/l
- DBO5 > 100 mg/l
- NTK < 30 mg/l lorsque le flux journalier est susceptible d'être supérieur à 50 kg.
- Fer total < 5 mg/l

En dehors de ce rejet et de celui issu du bassin de décantation des eaux pluviales, tout autre rejet est interdit.

ARTICLE 2 :

La Société ONYX Languedoc-Roussillon, doit adresser à l'inspection des installations classées annuellement à compter de la notification du présent arrêté, un bilan de suivi réalisé, accompagné des dispositions prises, prévues ou proposées pour répondre à toute situation anormale relevée.

ARTICLE 3 :

A l'issue de la période de suivi de 5 ans à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant doit adresser à l'inspection des installations classées un mémoire sur l'état du site, accompagné d'un plan topographique à jour, d'une appréciation de l'impact sur son environnement et d'une proposition argumentée des suites à donner au réaménagement du site et à sa surveillance (prolongement ou arrêt).

L'inspection des installations classées pourra alors proposer un nouveau programme de surveillance par le biais d'un nouvel arrêté de prescriptions complémentaires ou constater par procès-verbal de récolement l'absence de nécessité d'un programme de surveillance spécifique.

ARTICLE 4 :

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander que des prélèvements (sur les rejets, sur les eaux des bassins, sur les sols, sur les sédiments...) et analyses soient effectués par un organisme reconnu compétent, et si nécessaire agréé à cet effet par le Ministre de l'Environnement, en vue de vérifier le respect des actions de remise en état.

ARTICLE 5 :

Les frais qui résulteront de l'application des articles 1 à 4 du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6 :

En vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée auprès des mairies de CARCASSONNE et PALAJA et pourra y être consultée,
-
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché pendant une durée minimum d'un mois dans ces mairies.

Ce même extrait doit être affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

Un avis au public est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 7

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de MONTPELLIER /

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.
- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 8 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement– Inspection des Installations Classées, les maires de CARCASSONNE et PALAJA, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie est notifiée à la Société ONYX Languedoc-Roussillon dont le siège social est situé 11 rue Saint Exupéry – 34130 MAUGUIO.

Carcassonne le 29 janvier 2014
Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture
SIGNE
Thilo FIRCHOW